

*Canadair Limitée—Loi*

la Gulfstream. Munie de la liste des clients, la Gulfstream s'est empressée dès juillet 1985 de faire parvenir aux clients de la Canadair un télégramme totalement préjudiciable aux ventes de la Canadair et je voudrais citer ce télégramme qui est assez révélateur de la situation et qui dénote à quel point ce gouvernement conservateur ou est naïf ou est incompetent. Et je cite le télégramme:

● (1140)

*[Traduction]*

«Étant donné vos activités d'investissement, je dois vous demander si l'achat imminent du CL-601 de Canadair est vraiment à votre avantage? Il est de notoriété publique que la CDIC prévoit vendre Canadair. Une fois cette vente réalisée, à qui vous adresserez-vous pour le service? Et que dire des pièces de rechange? Et quels seront à long terme les effets de cette vente sur vos investissements dans cet appareil?

Nous pouvons dès maintenant vous offrir le nouveau Gulfstream III et plus tard le Gulfstream IV en sachant qui sera là pour soutenir votre investissement.»

*[Français]*

Voilà le genre de lettre que l'on envoyait aux clients et aux acheteurs éventuels de la Canadair. Les journaux du pays dénonçaient évidemment cet état de choses, mais le gouvernement conservateur, lui, n'y a rien vu de mal. Au contraire, la CDIC força de nouveau la Canadair une deuxième et même une troisième fois à recevoir les experts de la Gulfstream. Or, après s'être gavée d'informations stratégiques sur la Canadair, la Gulfstream, confirmant ainsi les craintes du conseil d'administration de mai 1985, annonçait en octobre d'une façon fort méprisante qu'elle renonçait à acheter de la Canadair le programme *Challengers*.

Donc, je n'hésite pas à dire que la lenteur du gouvernement à procéder à la vente de la Canadair a probablement entraîné plusieurs acheteurs à se tourner vers les produits fabriqués aux États-Unis par des concurrents. Il n'y a pas de doute dans mon esprit que le gouvernement conservateur doit être tenu responsable de cette grave situation. Et je n'hésite pas à dire que l'indécision et l'irresponsabilité administrative du gouvernement ont certainement entraîné la perte d'importants contrats pour la compagnie de Ville-Saint-Laurent. Son insouciance aura alimenté les préoccupations tout à fait légitimes des employés. En effet, les travailleurs de la Canadair ont fait état de trois préoccupations majeures au moment des pourparlers du gouvernement pour vendre la compagnie Canadair.

Tout d'abord au chapitre de la sécurité d'emploi, les employés estiment que les garanties ne sont pas assez fermes. De façon concrète, on peut affirmer qu'il n'y a en fait aucune garantie d'emploi. Voilà l'engagement pris par la Bombardier dans sa déclaration d'intentions et acceptée par le gouvernement.

La compagnie Bombardier s'est engagée à maintenir les niveaux d'emploi déjà existants à la Canadair sous réserve de changements cycliques et de saines pratiques de gestion. Qu'est-ce que cela veut dire? Dans le concret, cela ne veut absolument rien dire au point de vue de sécurité d'emploi pour ces milliers de travailleurs de Montréal. Le gouvernement n'a pas voulu répondre à leurs craintes, n'a pas voulu répondre à leur demande que je qualifie de tout à fait légitime et j'accuse le gouvernement conservateur d'avoir abandonné les employés de la Canadair à leur sort.

On se rappellera au cours des années 1970 et 1980, au début des années 1980, que les conservateurs étaient contre le maintien des subventions importantes que le gouvernement libéral donnait pour assurer la survie de cette compagnie. Or, la première chose que ce gouvernement conservateur fait maintenant, c'est vendre cette compagnie maintenant prospère à l'entreprise privée et à dire aux employés: Nous, nous n'avons plus aucune responsabilité vis-à-vis de vous, remettez-vous en à vos nouveaux propriétaires, et bonne chance et salut la visite! Or, les employés de la Canadair vivent non seulement dans l'incertitude quant à leur sécurité d'emploi, mais également quant à leur régime de pension. En effet, le gouvernement refuse de clarifier une situation qui, à mon avis, est absolument essentielle puisque ces gens qui ont travaillé des dizaines d'années pour cette compagnie, qui ont investi non seulement de leur temps, de leur talent, mais aussi un peu de leurs revenus pour se gagner et se mériter une pension adéquate, sont maintenant devant l'incertitude quant à leur régime de pension. Ils n'ont obtenu aucune information pour savoir si leur régime de pension sous l'actuelle administration sera transféré sous la nouvelle administration de la Canadair. Les engagements de la Bombardier ont trait aux montants accumulés dans le fonds de pension, et l'utilisation future de ces montants est absolument vague, rien n'est précisé sur le régime même. Je vous lis, madame la Présidente, l'engagement du gouvernement et de la Bombardier: «La CDIC et le gouvernement garantissent que les régimes de pension de la Canadair seront financés intégralement à la date de la conclusion de la transaction.» Mais après la transaction qu'arrivera-t-il? De plus, Bombardier et le gouvernement reconnaissent que les montants figurant au régime de pension de la Canadair ne serviront qu'aux employés de la compagnie.» Encore là, sur une question aussi capitale, nous aurions pu nous attendre à plus de franchise et à plus de clarté de la part du gouvernement. Finalement, les employés sont également inquiets du fait que rien n'empêche la Bombardier de déplacer une partie de ses activités de la Canadair vers d'autres usines au Québec ou ailleurs au Canada ou même à l'étranger. Il est certain que ces travailleurs qui sont la clé du succès, les piliers du succès de cette compagnie depuis des années auraient pu obtenir des garanties beaucoup plus certaines quant à la sécurité d'emploi pour eux et pour leurs familles dans la région de Montréal. Mais je ne suis pas surpris du manque de rigueur de ce gouvernement parce que nous savons que ce gouvernement conservateur n'a rien fait pour sauver des milliers d'emplois dans l'est de Montréal. Compagnie après compagnie ont fermé ou ont laissé aller des travailleurs qui travaillaient depuis de nombreuses années dans des secteurs reliés au transport dans l'est de Montréal. Mais ce gouvernement conservateur est resté totalement immobile devant ce désastre qui se produisait semaine après semaine, mois après mois, dans la région montréalaise. Et à l'occasion de cette transaction qui fait passer à l'entreprise privée une société de la Couronne, une compagnie qui, *via* le gouvernement, pouvait garantir des milliers d'emplois à ces gens, le gouvernement n'a rien fait pour assurer que le nouvel acheteur, une entreprise privée, continuerait à être un aussi bon employeur que le gouvernement l'avait été pour ses nombreux employés pendant des années.